



CHSCT DE HAUTE-GARONNE Séance du 1er FEVRIER 2021

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

L'année 2021 commence malheureusement comme elle s'est achevée, dans une ambiance morose - la crise sanitaire, économique et sociale pesant sur le moral de de tout un-e chacun-e - mais aussi anxiogène, où le simple fait d'avoir un échange humain pourtant si nécessaire avec, un contribuable, un collègue, un proche, peut poser de graves problèmes de santé.

Avec les nouvelles variantes du virus qui sévissent maintenant, plus des livraisons de vaccins à la fois comptées et hasardeuses -certains « sachants » avançant même à tort ou à raison que si les pays de l'Union européenne sont si mal servis, c'est parce que celle-ci aurait attendu le plus tard possible pour passer commande afin d'avoir le meilleur prix-, la situation pandémique au cours de cette nouvelle année ne semble pas en passe de se régler, même si nous le souhaitons fortement.

Après avoir clamé tout d'abord que l'épidémie de COVID19 n'atteindrait pas la France, puis ne passerait pas l'été (2020), la pandémie n'a pas été circonscrite et nos dirigeants, loin de tirer les leçons sanitaires de l'année écoulée continuent leur travail de démantèlement du service public.

Car ce qui s'est passé à l'hôpital ces deux dernières décennies est éclairant sur une chronique d'un désastre annoncé : 3 400 lits ont été fermés en 2019, après 4 000 en 2018. Le mouvement a même continué début 2020.

69 000 lits au total en 15 ans et 40 % des maternités ont disparu, durant la même période, selon le quotidien Le Monde.

Et bien oui , les suppressions d'emplois dans la Fonction publique ne sont pas une spécificité des ministères financiers mais le fruit d'une politique globale qui ne considère chaque service public, chacun de ses agents qui y œuvre jour après jour, souvent nuit après nuit, que comme un coût, mais sans jamais mettre en parallèle et valoriser les services rendus à des populations meurtries par les difficultés sociales, économiques et dorénavant sanitaires.

Les effets néfastes des fermetures de lits d'hôpitaux ont été révélés au grand jour avec la pandémie que nous subissons et comment ne pas s'interroger en constatant que la France, pourtant 6ème

puissance mondiale, a dû avoir recours à des transferts de malades vers un petit pays comme le Luxembourg par exemple, ce qui ne sera au demeurant désormais plus possible, tous les pays européens étant désormais touchés à un très haut niveau par le virus ?

L'exemple de la DGFIP est parlant à plus d'un titre. Sous impulsion politique certes, mais avec des dirigeants qui ne connaissent que le dogme de l'exemplarité, au mépris de nos missions, on y continue à supprimer des emplois. Ses missions ne sont pourtant pas des moindres pour le fonctionnement de l'État, mais également pour la justice fiscale qui n'est autre aussi qu'un maillon important de la justice sociale.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes, ils sont symétriques à l'accélération sans précédent de la dégradation des indicateurs des enquêtes nationales sur les conditions de vie au travail à travers notamment les résultats de l'observatoire interne : de 141 000 agents en 2002 avant la fusion globale DGI-CP, la DGFIP ne comptera plus fin 2021 que 96 000 agents en équivalent temps-plein, soit une baisse de 32 % de ses effectifs . Au rythme actuel des suppressions d'emplois, avant la fin de la décennie, la DGFIP comptera moins d'agents que la seule DGI au début des années 2000 !

En cette période de crise sanitaire et d'accélération des réformes, les messages et discours d'empathie à l'égard des agents se sont multipliés : vidéos de remerciements, de vœux, message en tous genres ... Ministres, Directeur général, et directeurs locaux n'ont eu de cesse de remercier les agents, de louer leur excellence et leur engagement, de remettre à l'honneur le sens du service public, la continuité du service public ... Mais concrètement et pour tout remerciement les suppressions d'emplois ne cessent d'augmenter et comble de mépris, le recrutement de contractuels ne cesse également d'augmenter au plan national. Chaque directeur devrait s'en inquiéter, les postes d'administrateurs des finances publiques sous ce statut fleurissent et envahissent même le site Le BonCoin ! Notre administration, qui a tant et tant apporté à notre pays et à la collectivité de nos concitoyens, ne mérite-t-elle pas mieux ?

Ces efforts de communication auront néanmoins été quelque peu perturbés par les propos tenus par la Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Madame De Montchalin, qui déclarait en décembre dernier que les agents des impôts avaient une activité cyclique et étaient donc disponibles pour apporter leur aide dans la lutte contre l'épidémie. Une belle connaissance des administrations qu'elle prétend diriger ! A contre-courant de ces efforts actuels de communication officielle, les propos de la ministre révèlent brutalement ce qui se dit et ce qui se pense dans les plus hautes sphères; et viennent au final faire écho aux propos présidentiels qui ont en leur temps affaibli la sphère du contrôle fiscal et exposé les collègues, avec la petite phrase sur la « douille ».

Les continuel et incessant dénigrement des agents de la DGFIP sont insupportables et le sont d'autant plus qu'aucune voix, pas même celle de notre Directeur Général (pourtant présent dans la presse récemment et très disert sur le fonds de solidarité encore le week-end le 15 janvier dans le Figaro « *le fonds de solidarité une petite révolution pour les agents du fisc* »), ne vient rétablir la vérité. Ses services sont exsangues, les missions maltraitées et ses agents souvent en grande souffrance.

Pour revenir à la pandémie, nous venons de vivre une folle semaine au cours de laquelle les médias ont pris la place de l'exécutif. Troisième confinement ou pas, version souple ou sévère, etc etc... Nous étions revenus 30 ans en arrière au début de l'année 1991 où la « cinquième », sous l'ère Berlusconi , annonçait des scoops à chaque journal télévisé, sans avoir aucune information réelle ni concrète (cf. : l'exemple de la 1ère guerre du Golfe).

Les médias construisent notre angoisse, ils l'attisent, y trouvant un terreau fertile à la fureur populaire.

Oui, nous vivons aujourd'hui une période sans précédent dans le monde contemporain, même si d'un point de vue sanitaire, nous avons oublié qu'ont existé en d'autres temps plus lointains, les épisodes de la grippe espagnole, de la peste, du choléra et autres pandémies.

Mais cet épisode est aussi sans précédent car depuis un an, nous sommes harcelés par les médias au point d'en « perdre la tête ». Nous continuons à vivre, manger, boire, aimer, mais avec un sentiment de culpabilité, car si nous ratons le dernier journal TV, le dernier talk show, nous sommes peut-être passé à côté de la dernière information vitale sur les masques, le ou les vaccins qui n'arrivent toujours pas, sur le ou les derniers variants plus agressifs, plus méchants ou tout simplement plus vivants.

Vivre, travailler deviennent des actes quotidiens sans saveur, fades et inodore, Attention c'est aussi cela le symptôme de la COVID 19 !

Pourtant la vie continue, des peuples souffrent (et pas que du virus), des peuples meurent, des dirigeants s'enrichissent (Elon Musk serait l'homme le plus riche du monde, mais peut-être derrière Poutine, qui travaille beaucoup c'est sûrement la seule explication ...), la planète souffre, notre dette nationale explose, nos administrations sont mises à mal.

Justement revenons sur ces deux derniers points.

La dette, on la rembourse on l'annule ... il paraît selon des sources d'experts, forcément bien informés par des sources proches du pouvoir, qu'un simple trait de crayon peut nous permettre de la ramener à zéro. Si vous pouviez faire remonter cette information : des crayons, j'en ai des boîtes pleines, au cas où !

Concernant l'affaire ayant eu un écho médiatique local et maintenant national de ces derniers jours, qui touche la DRFIP 31 et la DIRCOFI, nous ne débatterons pas ici ni ailleurs le sentiment que cela nous procure. Dans cet épisode malheureux et douloureux, nous attendions de nos directeurs : compassion, écoute, bienveillance et soutien envers nos collègues des deux directions concernées. Au lieu de cela, nous avons découvert un message de notre hiérarchie où l'on nous parle de rappel des règles de déontologie et où plane sans le dire le mot « sanction », pour celui qui parlera. La communication est à double tranchant. L'Administration vient de passer à côté. Vous n'avez fait que nous conforter dans cette idée, que déjà à votre niveau vous n'êtes plus des nôtres, vous n'avez plus le sens de la réalité, où est donc passé votre humanité ?

Nous serons donc vigilants à votre place, pour que nos collègues ne subissent pas les remarques désobligeantes voire parfois hélas menaçantes des usagers et des contribuables vérifiés. Nous vous invitons à vous reprendre, et à nous démontrer votre soutien. Un chef se révèle dans la crise.

Concernant les annonces de non-utilisation conseillée à l'avenir des masques dits « artisanaux, ou maison », qui avaient le mérite d'exister à une période où il n'y avait rien, et qui apportait couleur et semblant de gaieté, nous vous demandons en conséquence de renforcer la distribution des masques « industriels » ou la mise à disposition de masques chirurgicaux dans les services, comme nous vous le demandons pour ces derniers, avec insistance et depuis plusieurs mois.

Nous vous rappelons que bien souvent vos consignes, à la DRFIP 31 notamment ne sont pas obligatoirement appliquées par vos chefs de services, je fais référence à la non distribution du dernier lot de masques tissus. (plus ou moins distribué au compte goutte) .

Au plan local, nous avons également appris l'accident de la route spectaculaire du véhicule du maître chien de la brigade d'AX-les-THERMES. Avant d'ouvrir véritablement cette séance du CHSCT pouvez vous nous donner des nouvelles de notre collègue et de son chien, Nous aurons des propositions à vous faire lors de l'examen des questions diverses.

*

Nos administrations, leur déclin, la vie des femmes et des hommes qui les composent, leur souffrance nous poussent une fois de plus à être dans la rue ce jeudi 4 Février pour :

- défendre nos emplois ,
- redonner un sens au mot service public. Notre Ministère est au cœur de l'Etat de part ses fonctions, pourtant, nos administrations perdent peu à peu leur caractère de service public. D'abord en s'éloignant de l'utilisateur par la volonté de fermer les services de proximité, puis en sacrifiant les missions au nom d'une efficacité toute relative.
- lutter contre la précarité, qui non contente de s'appliquer au seul pouvoir d'achat s'immisce désormais sur nos postes et notre mobilité grâce aux Lignes Directrices de Gestion (LDG) !

Nous ne pouvons que vous inviter à participer massivement, à cette journée de grève et de manifestations pour nos revendications !